

## **Cité rouge, cité brune, cité d'hommes : militantisme radical et processus de virilisation à Saint-Denis dans l'entre-deux-guerres**

**Paul Malgrati**

### **L'auteur**

Paul Malgrati est doctorant à l'université de Saint-Andrews en Ecosse. Son projet de thèse s'intéresse à l'héritage politique du poète Robert Burns dans l'Écosse du XX<sup>e</sup> siècle. Diplômé en 2016 du master d'histoire de Sciences Po Paris, Paul Malgrati est également l'auteur d'un mémoire intitulé « De chair et d'acier. Virilités et radicalités politiques en France dans les années 1920 et 1930. Les cas du Parti communiste et du Parti populaire français ».

### **Résumé**

Cet article s'intéresse à l'histoire politique et masculine de Saint-Denis dans l'entre-deux-guerres. De par les effets néfastes de la guerre et du travail industriel sur la santé physique de la population masculine de la ville, les débouchés virils proposés par les radicalisations politiques de gauche comme de droite rencontrent un fort succès local du début des années 1920 à la fin des années 1930. À l'aune de cette question masculine et des réponses viriles que les partis politiques tentent de lui apporter, cette étude s'efforce de jeter une lumière nouvelle sur les revirements idéologiques de Saint-Denis dans l'entre-deux-guerres — du communisme au doriotisme.

**Mots clés:** masculinité ; militantisme ; communisme ; Saint-Denis ; Jacques Doriot.

### **Abstract**

“Red City, Brown City, City of Men: Radical Activism and Man-up Politics in Interwar Saint-Denis”

The present article is focused on the political and masculine history of interwar Saint-Denis — a working-class area in the northern suburb of Paris. Due to the undermining effects of the war and of industrial labour on the physical condition of Saint-Denis male population, the masculine prospect of bodily and moral regeneration, proposed by both left and right-wing radical political movements, met with an intense local success throughout the interwar years. At the crossroads of masculine troubles and man-up politics, this study re-investigates the ideological turnaround experienced by Saint-Denis in the interwar years — from communism to doriotism.

**Keywords :** Masculinity ; Activism ; Communism ; Saint-Denis ; Jacques Doriot.

**Pour citer cet article :** Paul Malgrati, « Cité rouge, cité brune, cité d'hommes : militantisme radical et processus de virilisation à Saint-Denis dans l'entre-deux-



Paul Malgrati, « Cité rouge, cité brune, cité d'hommes : militantisme radical et processus de virilisation à Saint-Denis dans l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique*, n° 35, mai-août 2018 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

guerres », *Histoire@Politique*, n° 35, mai-août 2018 [en ligne, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

L'histoire dont il sera ici question est celle d'une ville, Saint-Denis, et de quelques centaines de militants qui, du début des années 1920 à la fin des années 1930, ont trouvé auprès du Parti communiste français (PCF), puis auprès du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, un moyen d'assurer et de maintenir leur prestige d'hommes virils. En termes plus précis, il s'agit d'établir le récit continu d'un engagement militant dont les motifs peuvent être explicités, en partie, par une volonté d'incarner un modèle de masculinité dominateur dans un milieu ouvrier socialement dominé, et ce à travers les défis physiques requis par leurs organisations politiques.

Bien que particulière, et fortement marquée par la personnalité de Jacques Doriot, député communiste de Saint-Denis en 1925, maire en 1931, réélu en 1934 après son exclusion du PCF et fondateur du PPF en juin 1936, cette histoire est susceptible d'apporter des clefs nouvelles pour comprendre certaines des motivations sous-jacentes à l'engagement radical dans la France de l'entre-deux-guerres<sup>1</sup>.

À travers l'exemple de Saint-Denis, trois courants historiographiques, français et internationaux, sont amenés à se conjuguer. Le premier courant s'inscrit dans l'héritage des travaux de l'historien allemand George Mosse et interroge la « brutalisation » des pratiques politiques à la suite d'un conflit qui a marqué les esprits et la chair de plusieurs millions de jeunes hommes, parmi lesquels certains ont pu percevoir la remobilisation militante comme un exutoire à la démobilisation militaire<sup>2</sup>. Le second, quant à lui, est représenté par plusieurs études récentes menées dans le monde anglo-saxon sur l'histoire des masculinités, en France, dans l'entre-deux-guerres<sup>3</sup>. Ces travaux apportent un intéressant complément au troisième courant historiographique — français celui-ci — qui influence notre étude, à savoir l'immense champ de recherche ouvert par *L'Histoire de la virilité* dirigée par Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello<sup>4</sup>. Alors que ces derniers insistent sur l'évolution des représentations du corps masculin, en portant une attention soutenue aux sources iconographiques et littéraires, les historiens du genre anglo-saxons, et Joan Tumblety en particulier, se tournent davantage vers l'étau relationnel des pratiques sociales et des rapports de genre dans lesquels le corps de l'homme est enserré— et au travers duquel il est amené à évoluer<sup>5</sup>.

Par-delà leurs différences, cependant, les trois arrière-plans historiographiques qui façonnent cet article convergent pour décrire l'entre-deux-guerres français comme le

---

<sup>1</sup> Concernant Jacques Doriot, on pourra se référer à Jean-Paul Brunet, *Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986 ; Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery 1933-1944*, Paris, Éditions du Seuil, 1986 ; Laurent Kestel, *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'Agir, 2012.

<sup>2</sup> George Mosse, *Fallen Soldiers: Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford, OUP, 1990. Voir aussi Robert Gerwarth, John Horne (eds.), *War in Peace: paramilitary in Europe after the Great War*, Oxford, OUP 2012.

<sup>3</sup> Voir notamment Mary-Louise Roberts, *Civilization without Sexes : Reconstructing Gender in Postwar France, 1917-1927*, Chicago, University of Chicago Press, 1994 et Joan Tumblety, *Remaking the Male Body. Physical Culture in Interwar France*, Oxford, OUP, 2012.

<sup>4</sup> Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine, Georges Vigarello (dir.), *Histoire de la virilité*, 3 tomes, Paris, Seuil, 2011,

<sup>5</sup> Bien sûr, comme pour toutes les distinctions, il convient de nuancer. L'article de Thierry Pillon, « Virilité ouvrière », dans *Histoire de la virilité*, t. 3, *ibid.* p. 303-325, offre un bon exemple d'articulation entre l'analyse des représentations genrées du corps ouvrier et des pratiques du corps à l'ouvrage.

moment d'une crise aiguë des masculinités, traversée par la réaffirmation de normes viriles exigeantes et dominatrices. Inquiétée par une déperdition de l'héroïsme martial au cours d'une guerre industrielle dont 3,4 millions de Français gardent les séquelles physiques, ainsi que par les nouveaux rôles sociaux d'une féminité plus laborieuse, et parfois plus libérée (comme dans le cas fameux et urbain des « garçottes »), la position dominante des hommes dans les rapports de genre tend alors à se maintenir en se tournant vers de nouveaux horizons, tels que la culture sportive du corps, la vélocité mécanique, l'aventure, ou encore, et c'est ce qui nous intéresse ici, l'engagement politique radical.

Pour arpenter le carrefour entre les conséquences politiques de la Grande Guerre et les nouveaux débouchés du corps masculin dans les années 1920 et 1930, le cas de Saint-Denis semble approprié. Un premier indicateur est offert par la situation physique de la population de la ville au sortir de la guerre. Entre 1918 et 1920, près de 10 000 anciens combattants, soit 35 % des hommes dionysiens rentrent chez eux<sup>6</sup>. Puisqu'en moyenne un appelé français sur deux a été blessé au combat, on peut estimer qu'au moins quelques milliers de vétérans dionysiens portent les séquelles physiques du front. Par ailleurs, la cité dionysienne est aussi une terre industrielle où la fumée des usines, les produits toxiques, l'insalubrité généralisée, la rationalisation et l'augmentation des cadences de travail n'en finissent plus de marquer les corps d'une population fragilisée. De janvier à septembre 1921, la Bourse du travail comptabilise 7 923 accidentés du travail dans les 178 usines de la ville, ce qui équivaut à 10 % de la population totale de Saint-Denis en neuf mois<sup>7</sup>. De même, d'après les chiffres du centre antituberculeux de la ville, la phtisie touche au moins 30 000 personnes entre 1918 et 1938<sup>8</sup>. Saint-Denis est donc une « terre cruelle », une terre sur laquelle les corps sont violentés et où l'amenuisement physique est la norme plus que l'exception<sup>9</sup>.

Compte tenu de la détresse corporelle de la population, il n'est pas anodin de constater que Saint-Denis devient, dès 1921, l'un des principaux bastions du PCF, une organisation dont Romain Ducoulombier a bien explicité l'exigence politique, mais aussi physique, de régénération<sup>10</sup>. Dès ses débuts, le PCF est un parti radical, c'est-à-dire qu'il entend revenir aux racines du socialisme pour constituer une organisation révolutionnaire neuve, composée d'une sève militante raffermie. Pour cette dernière, l'objectif ne consiste plus seulement à s'engager afin d'améliorer la situation matérielle de la classe ouvrière, mais encore à se ressourcer physiquement et moralement grâce à l'action collective d'un parti qui compte sur la vigueur de ses membres pour prendre le pouvoir. La domination physique du militant prolétaire dans l'espace urbain apparaît donc, du point de vue communiste, comme le signe de sa domination à venir dans les rapports sociaux et politiques.

Quel que soit leur état physique, les membres du parti, qui sont très souvent des hommes, (en 1932 le rayon communiste de Saint-Denis ne compte pas plus de

---

<sup>6</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis la ville rouge. Socialisme et communisme en banlieue ouvrière. 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980, p. 251.

<sup>7</sup> *L'Émancipation*, 12/10/1921.

<sup>8</sup> *L'Émancipation*, 27/08/1938.

<sup>9</sup> Cette expression est employée par Marc Lazar dans « Damné de la terre et homme de marbre. L'ouvrier dans l'imaginaire du PCF du milieu des années trente à la fin des années cinquante », dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 5, 1990, p. 1071-1096

<sup>10</sup> Romain Ducoulombier, *Camarades ! La Naissance du Parti communiste français*, Paris, Perrin, 2010.

50 femmes sur 500 membres<sup>11</sup>) doivent prouver leur double qualité mâle et militante par le combat et la domination de plusieurs figures masculines antagoniques comme celles du policier ou du militant adverse. C'est dans cette acception précise que l'on peut dire que l'un des devoirs du militant communiste est de se montrer « viril ». Le terme renvoie ici aux qualités attribuées aux hommes dominants dans les rapports de genre, c'est-à-dire aux dispositions physiques et morales requises dans un contexte social précis pour prétendre à une position de supériorité sur les autres hommes et les femmes<sup>12</sup>. Ainsi, l'adjectif « viril » et le nom « virilité », dans cet article, seront moins les mots employés par les acteurs eux-mêmes — bien qu'ils en fassent parfois usage — qu'une catégorie d'analyse de l'historien pour interpréter les représentations et les pratiques à l'œuvre.

En exacerbant la valeur masculine de ses membres, le parti peut alors renforcer la motivation militante de ces derniers — *a fortiori* s'ils viennent d'un milieu social physiquement défavorisé — et se poser comme un agent puissant au sein du champ politique. La réciprocité entre la prétention hégémonique du parti dans le champ politique et la prétention hégémonique de ses militants dans les rapports de genre informe en profondeur la trame de l'histoire politique dionysienne de l'entre-deux-guerres. Son analyse nous conduira, dans un premier temps, à aborder la « politique de virilisation » menée par le PC dionysien dans les années 1920, par laquelle le parti s'efforce de transformer les qualités physiques et agonistiques qu'il exige de ses militants en une ressource politique propre à renforcer sa crédibilité révolutionnaire. La seconde partie, quant à elle, montrera comment le souci de préserver le prestige masculin acquis au PCF malgré l'exclusion du parti semble informer les origines et les motifs du doriotisme.

Hormis certains contrepoints trouvés dans les archives de police et dans la presse locale de droite, la principale source de cette étude sera l'hebdomadaire dionysien du PCF, puis du PPF, *L'Émancipation*. Paru quasiment sans interruptions entre 1921 et 1939, ce journal donne des renseignements inestimables sur le militantisme dionysien, tout en permettant d'établir la jonction entre les deux périodes communiste et doriotiste, à la suite de la décision du journal d'approuver Jacques Doriot après son exclusion du PCF en juin 1934. En tant que journal local et partisan, *L'Émancipation* est à la fois un producteur d'informations sur les pratiques sociales des militants dionysiens et un producteur de discours politique sur ces mêmes pratiques. Les faits décrits, en même temps que la représentation de ces faits par le journal (si tant est que l'on puisse les démêler), seront donc au cœur de notre analyse — laquelle, faute, le plus souvent, de sources contradictoires, se devra de rester mesurée et prudente

---

<sup>11</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, op. cit.*, p. 366. Importé du russe « *raion* », le mot « *rayon* » « désigne l'organisation communiste à l'échelle d'une circonscription électorale. Le terme sera remplacé par celui de « section » en 1937

<sup>12</sup> Selon nous, la notion de « virilité » est à rapprocher du concept de « masculinité hégémonique », élaboré par Raewyn Connell dans *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie* (Meoïn Hagège et Arthur Vuattoux [ed.], Paris, Éditions Amsterdam, 2014). C'est dans ce sens relationnel et hégémonique que nous emploierons les mots « viril » et « virilité » comme catégories analytiques.

## « Tremper l'acier » : la politique de virilisation communiste à Saint-Denis (1921-1930)

Il est difficile d'analyser l'originalité du communisme français en matière de masculinités militantes sans évoquer le mouvement général de « bolchevisation » à l'œuvre au sein du PCF à partir de 1923. Pour une bonne part, la mise au pas idéologique du parti selon les critères de l'Internationale communiste de Moscou trouve son inspiration dans la conception léniniste de l'organisation révolutionnaire. En effet, dès 1902, dans la conclusion de *Que faire ?*, Lénine appelle de ses vœux la constitution d'un parti centralisé, discipliné, composé d'une troupe d'élite de « révolutionnaires professionnels » et dont l'action doit permettre à « la social-démocratie russe de sortir de sa crise fortifiée et plus virile<sup>13</sup> ». Après la révolution d'Octobre et la création de l'Internationale communiste en mars 1919, cette méthode d'organisation, qui devient peu à peu la norme du communisme européen, est résumée par un mot d'ordre souvent repris : le parti bolchevique doit être un parti d'hommes aux corps « trempés » comme l'acier. Ainsi, dans *La maladie infantile du communisme* (1920), Lénine souligne la nécessité d'avoir « un parti de fer, trempé dans la lutte » pour mener à bien la « dictature du prolétariat<sup>14</sup> ».

Cette métaphore de la « trempe », qui désigne le processus par lequel le parti, comme corps collectif, et les militants, comme corps individuels, doivent s'endurcir et revêtir une carapace de fer, rend tangible le lien entre bolchevisation et virilisation. Quelques années seulement après une guerre où la chair des hommes a été martelée par les orages d'acier, le militant, qu'il soit ou non vétéran, doit à nouveau prouver sa supériorité morale et physique face à ses adversaires pour permettre au PC de convaincre de l'authenticité de ses visées révolutionnaires.

Certes, comme l'explique Mosse dans *L'Image de l'homme*, cet imaginaire viril, forgé par la guerre, n'est pas spécifique au bolchevisme. On le retrouve à forte dose dans les discours fascistes de la même époque ainsi que dans certains courants socialistes, également échauffés par la Grande Guerre<sup>15</sup>. Cependant, au sein du mouvement ouvrier européen, le bolchevisme des années 1920 semble se démarquer par sa volonté de réaliser concrètement le fantasme du militant-soldat en intensifiant, sur le terrain, l'engagement physique de ses recrues.

Dans le Saint-Denis du milieu des années 1920, le renforcement de la combativité révolutionnaire et la défense de l'honneur masculin des militants sont prises très au sérieux par le rayon communiste. Rien ne l'indique mieux que la réaction de *L'Émancipation* après le camouflet reçu par les militants dionysiens le 1<sup>er</sup> mai 1923. Lors de cette journée, durant laquelle les organisations ouvrières sont traditionnellement amenées à déployer leur force, les communistes dionysiens n'ont pas réussi à tenir la rue face à une charge policière, qualifiée « [d'] assez vive » par le

<sup>13</sup> Vladimir Ilitch Lénine, *Que faire ?*, Paris, Éditions sociales, 1947, p. 180

<sup>14</sup> Vladimir Ilitch Lénine, *La maladie infantile du communisme*, Moscou, Éditions du progrès, 1979, chapitre 5.

<sup>15</sup> George Mosse, *The Image of Man: the Creation of Modern Masculinity*, Oxford, OUP, 1996, p. 107-132. Au sein de la SFIO, par exemple, le cas du pivertisme des années 1930 mériterait une plus ample comparaison avec le communisme français des années 1920. Voir Philippe Burrin, « Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du front populaire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 11, 1986, p. 12-15.



rapport de la Préfecture de police, et au cours de laquelle plusieurs manifestants et cinq agents ont été blessés<sup>16</sup>. Incapables d'avoir résisté aux matraques, comme de véritables hommes « trempés », les communistes de Saint-Denis sont tournés en dérision par le journal conservateur de la ville, le *Journal de Saint-Denis (JSD)* qui s'amuse de la gaucherie de leurs leaders. Louis Laporte, conseiller municipal, est ainsi raillé pour « ses belles fringues du dimanche et son faux col en cellulo » qui ne l'ont pas empêché de se faire « prendre au collet » par les policiers<sup>17</sup>.

Humiliés lors de leur premier affrontement avec les forces de l'État « bourgeois » depuis la fondation du PCF, les communistes dionysiens décident de contre-attaquer sur le terrain de l'honneur masculin. Quelques jours après la manifestation, *L'Émancipation* dénonce les « flics » comme des figures efféminées, « des bêtes humaines » dont la violence répressive s'apparente à une « transe érotique » portée à coups de « triques<sup>18</sup> ». Sur un autre registre, Laporte répond aux moqueries de son contempteur du *JSD* en s'emparant d'un registre combattant, hérité de la guerre. Ainsi, il dénonce la « lâcheté » et la « frousse » du « journaliste bourgeois » qui « se cachait dans les caves ou filait dans le Midi » en 1914-1918<sup>19</sup>. La chasse aux « embusqués » — les hommes valides qui ne sont pas allés au front — a violemment agité la presse dionysienne durant la Grande Guerre<sup>20</sup>. En 1923, elle constitue toujours une ligne de démarcation locale entre les braves et les lâches — une division traditionnelle dans le champ des masculinités, reprise à leur compte par les communistes dionysiens pour défendre leur honneur de vétérans malgré la faillite de leur devoir militant.

Toutefois, les ripostes *L'Émancipation* ne suffisent pas à masquer l'échec des aspirants bolcheviks de Saint-Denis défaits par les forces de l'État bourgeois sur leur propre territoire. Concédant le caractère « honteux et humiliant » de la journée du 1<sup>er</sup> Mai<sup>21</sup>, *L'Émancipation* multiplie alors les invectives revancharde contre la police. En novembre de la même année, un certain Lejeune écrit : « face à la dictature de la trique [...] le parti communiste n'est pas manchot, loin s'en faut, [et] il répondra aux attaques<sup>22</sup> ». La référence à l'infirmité, lourde de sens cinq années après la fin de la guerre, suggère que la défaite du 1<sup>er</sup> mai est vécue sur le mode de la déchéance physique par certains militants, appelant à une contre-attaque pour réaffirmer leur crédibilité physique et révolutionnaire. Cette préoccupation est toujours présente, l'année suivante, en novembre 1924 lorsque les communistes dionysiens participent à la manifestation parisienne pour la panthéonisation de Jean Jaurès. Dans ses colonnes, *L'Émancipation* décrit un cortège dionysien « sûr de sa force » et garni de « poitrines ouvrières à l'allure virile » contrastant avec le « socialisme platonique » de la SFIO rassemblée au même moment sur la Montagne Sainte-Geneviève<sup>23</sup>. L'utilisation (rare) de l'adjectif « viril » pour se distinguer des sociaux-démocrates parisiens et « platoniques » (autrement dit, qui ne prennent pas le socialisme à bras le corps) souligne l'importance du processus de virilisation communiste comme

<sup>16</sup> Archives de la Préfecture de police de Paris, Ba 1628, Manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1923.

<sup>17</sup> *Le Journal de Saint-Denis*, 05/05/1923

<sup>18</sup> *L'Émancipation*, 05/05/1923 et 19/05/1923. « Trique », en argot, désigne à la fois la matraque et le sexe en érection.

<sup>19</sup> *L'Émancipation*, 12/05/1923.

<sup>20</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis*, op. cit., p. 191-192.

<sup>21</sup> *L'Émancipation*, 05/05/1923.

<sup>22</sup> *L'Émancipation*, 03/11/1923.

<sup>23</sup> *L'Émancipation*, 29/11/1924.

garant de crédibilité sociale et révolutionnaire. La supériorité de classe revendiquée par les communistes sur leurs rivaux réformistes et « petits-bourgeois » doit transparaître dans l'*hexis* corporelle des bolcheviks français.

Cependant, pour prétendre tenir le haut du pavé masculin et révolutionnaire à Paris, faut-il encore tenir la rue chez soi. Ce sera chose faite un an plus tard, le 12 octobre 1925, jour de grève générale contre la guerre du Rif. Peu suivi dans le reste du pays, le débrayage des ouvriers dionysiens se distingue avec 70 % de grévistes et plusieurs milliers de manifestants dans les rues de la ville (10 000 selon *L'Humanité*) au matin du 12 octobre<sup>24</sup>. Après une matinée calme, la situation dégénère face à l'afflux des gendarmes montés depuis Paris. Dans l'après-midi, les affrontements se généralisent. Les forces de l'ordre chargent « sabre au clair » contre les grévistes qui se dispersent dans les ruelles de la ville et parviennent à tenir tête aux gendarmes jusque tard dans la nuit. Le bilan de la journée est lourd. *L'Humanité* annonce plus de soixante militants blessés, dont le communiste René Le Bouhris qui voit sa jambe amputée après avoir reçu un violent coup de sabre<sup>25</sup>.

Au même moment, Jacques Doriot, député de Saint-Denis depuis mai 1924, est en meeting à la Granges-aux-Belles. En sortant de la salle, il mène une véritable bataille rangée contre les policiers, au cours de laquelle il se bat seul contre plusieurs brigadiers et blesse mortellement l'un d'eux par un coup de pied dans le bas-ventre<sup>26</sup>. Pour la première fois depuis la guerre, durant laquelle il fut cité pour son intrépidité, le député de Saint-Denis révèle une ardeur qui lui vaudra bien des admirations. La description de son corps héroïque et « couvert de coups » dans *L'Humanité* inaugure l'un des principaux mythes virils du communisme français<sup>27</sup>.

L'abondance et la violence des coups échangés donnent au PC de Saint-Denis ses premiers grands blessés sur le front de la lutte politique. Alors qu'à Moscou Doriot est célébré par Zinoviev comme « un authentique bolchevik », à Saint-Denis l'organisation communiste honore ses nouveaux héros<sup>28</sup>. À la suite des affrontements, le rayon exige la démission de neuf conseillers municipaux qui n'ont pas participé à la grève et décide de les remplacer par une nouvelle liste au sein de laquelle René Le Bouhris, le combattant mutilé du 12 octobre, figure en bonne place<sup>29</sup>. L'année suivante, c'est encore Le Bouhris qui anime la soirée d'anniversaire du 12 Octobre au Théâtre municipal de Saint-Denis. Alors que le parti se purge de ses cadres suspects, les nouveaux anciens combattants du parti, d'autant plus sûrs que leur corps s'est frotté à l'acier dans la lutte, apparaissent comme d'idéaux suppléants.

Deux générations masculines se sont côtoyées lors des affrontements du 12 octobre 1925 : celle des anciens combattants et celle de l'armistice. Sur les trente-trois militants arrêtés lors de la manifestation (parmi lesquels on ne relève que six femmes), la moyenne d'âge est de 26 ans, avec quinze hommes trop jeunes pour avoir été mobilisés en 1914-1918, et douze hommes nés avant 1900, en âge d'être partis au front<sup>30</sup>. Ces chiffres, trop restreints pour être généralisés, sont confirmés par une

<sup>24</sup> *L'Humanité*, 13/10/1925.

<sup>25</sup> *Ibid*, et *Journal de Saint-Denis*, 19/10/1925.

<sup>26</sup> Le policier souffrait auparavant d'une infection des voies urinaires. Sur cet épisode fameux, voir Jean-Paul Brunet, *Doriot, op. cit.*, p. 65-66.

<sup>27</sup> *L'Humanité*, 13/10/1925.

<sup>28</sup> Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, op. cit.*, p. 278.

<sup>29</sup> *L'Émancipation*, 12/12/1925.

<sup>30</sup> La liste est donnée par le *Journal de Saint-Denis*, 19/10/1925.



autre liste d'arrestations effectuées cinq ans plus tard par la police pour « refus de circuler » et « incitation à la grève » lors de la journée du 1<sup>er</sup> mai 1930. Sur cent-cinq dionysiens arrêtés, parmi lesquels on ne dénombre aucune femme, soixante-cinq sont nés après 1900 pour quarante-deux nés auparavant<sup>31</sup>. Rite de passage pour les uns, réactivation de l'*ethos* martial pour les autres, l'action militante apparaît comme le moyen pour les jeunes gens qui n'ont pas connu la guerre, et pour lesquels les affrontements de rue s'apparentent à un baptême du feu, de voir leur bravoure certifiée au contact des anciens combattants.

La trame qui s'étend du 1<sup>er</sup> mai 1923 au 12 octobre 1925 semble révélatrice de la dimension masculine de l'engagement communiste à Saint-Denis. Pour devenir une organisation révolutionnaire crédible, le PCF compte sur le courage physique de ses militants dans la lutte, lesquels, en retour, peuvent compter sur la mise en valeur de leur statut d'hommes forts et courageux (*via* la mise en mot de leurs prouesses par la propagande communiste locale), voire sur leur promotion au sein de l'organisation au motif de la supériorité morale et physique qu'ils ont exercée contre leurs adversaires politiques. L'ascension rapide de Doriot au sein du PCF (et dans une moindre mesure celle de Le Bouhris) reflète cette double dimension masculine et politique de certaines promotions internes au PCF. La « ressource virile » acquise par les militants dans la lutte, et articulée, dans l'*Émancipation*, autour des valeurs de courage, de force, de sang-froid et de dévotion apparaît donc comme l'un des poumons de l'économie locale du don et du contre-don communiste<sup>32</sup>. Le militant dévoue son corps au parti, qui, en échange, transforme le don du militant en prestige à faire valoir au sein de l'organisation.

Cependant, le bon fonctionnement de cette économie masculine du don et du contre-don répond à une condition sous-jacente particulièrement sévère : si le militant cesse d'accomplir son devoir physique envers le parti, il risque l'exclusion, et, avec elle, des invectives systématiques et dévirilisantes, dont la véhémence vise précisément à escamoter le réconfort masculin que la camaraderie d'hier avait contribué à consolider. Évoqué pour les neuf conseillers municipaux purgés au lendemain du 12 octobre 1925, le phénomène s'amplifie à Saint-Denis à la fin des années 1920, lors de la période « classe contre classe » qui conduit le parti à se défaire de ses éléments modérés.

Ainsi, en octobre 1929, après la démission forcée de deux conseillers généraux, Louis Laporte et Jules Lauze, suivie par la démission du maire de Saint-Denis, Camille Villaumé, Marcel Marschall (ouvrier métallurgiste et nouvel éditeur de *L'Émancipation*) déclare : « Tant mieux ! Le Parti en sortira plus fort. L'expérience du Parti bolchevik russe en est l'illustration. C'est au cours de la lutte que le Parti se séparera de tous les dilettantes et froussards et qu'il se re-trempera<sup>33</sup>. » À défaut de victoire contre la machine de répression étatique, la défection des plus modérés est célébrée comme une victoire du parti sur lui-même et comme un moyen d'affiner la qualité de sa lame militante. Parallèlement, ceux qui ont quitté le PCF sont renvoyés au rang d'une masculinité déshonorée, voire féminisée. Après l'adhésion de Villaumé, Lauze et Laporte, au petit Parti ouvrier et paysan, rival local du PCF, la violence des

<sup>31</sup> APP, Ba 1628, Arrestations préventives du 1<sup>er</sup> mai 1930 à Saint-Denis.

<sup>32</sup> Pour une analyse plus générale de cette notion appliquée au fonctionnement du PCF dans l'entre-deux-guerres, voir Laurent Kestel, *La conversion politique, op. cit.*, p. 34-45 et Marc Lazar, « Le Parti et le don de soi », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 60, 1998, p. 35-42.

<sup>33</sup> *L'Émancipation*, 02/11/1929.

invectives est exacerbée. Déchus de leur aura passée, les renégats sont comparés à des « prostituées » vendues aux « vomis du prolétariat<sup>34</sup> ». Si l'on en croit les termes du journal communiste, les exclus du parti perdent à la fois leur honneur de militants et leur dignité d'hommes.

## **La chair des transfuges : Jacques Doriot, le PPF dionysien et la virilisation de la politique (1928-1939)**

Alors qu'il en était l'un des modèles aboutis, le rayon communiste de Saint-Denis devient à partir de la fin des années 1920 le lieu d'un déséquilibre dans l'économie masculine du don et du contre-don. Au cœur de ce déséquilibre, dont les conséquences permettent de reposer la question des origines du PPF sous l'angle de l'histoire du genre, se trouve la figure de Jacques Doriot.

Pur produit de la politique communiste de virilisation, Doriot doit l'essentiel de son prestige aux éloges de la propagande communiste (locale et nationale) venus récompenser son dévouement physique dans la lutte. Toutefois, comme l'ont déjà noté Jean-Paul Brunet et Laurent Kestel, le système de réciprocités qui tient Doriot lié au parti (entre le renforcement physique du militant et les rémunérations symboliques de l'organisation) s'affaisse au cours de la période « classe contre classe »<sup>35</sup>. Alors que Doriot est critiqué au sein de la direction du parti, au point qu'il doit s'humilier publiquement lors d'une autocritique en mars 1929, le député dionysien parvient progressivement à sécuriser la « ressource virile » qu'une exclusion risquerait de lui ôter. Bientôt, ce ne sera plus en tant que militant lié à son parti mais en tant que chef local et indépendant que Doriot fera valoir son prestige d'homme fort.

On peut identifier deux principales étapes dans le processus par lequel Doriot et ses hommes soustraient leur « ressource virile » de militants trempés aux rapports de réciprocités imposés par le PCF. La première étape s'étend de 1928 à 1932, années durant lesquelles deux élections législatives (1928, 1932) opposent les communistes dionysiens, et Doriot en particulier, à la liste de Victor Barthélémy, membre du Redressement français. Malgré la victoire des communistes lors des deux élections, les campagnes sont marquées par de nombreuses violences, accentuées par le recrutement de membres des Jeunesses Patriotes dans le service d'ordre de Barthélémy<sup>36</sup>. Alors que des affrontements émaillent la plupart des meetings, si bien que Doriot doit en venir aux poings personnellement en avril 1932, la question de la ressource physique des candidats — tous deux anciens combattants — devient centrale. Par exemple, en avril 1928, après que Barthélémy a traité Doriot de « lâche » pour ne s'être pas présenté à un débat contradictoire, Marcel Marschall répond dans *L'Émancipation*. Il rappelle l'action de Doriot le 12 octobre 1925 et traite Barthélémy de « fuyard » et de « dégonflé » pour ne pas être venu à un autre débat organisé par les communistes<sup>37</sup>. De même, en 1932, Doriot riposte face aux « calomnies » dont ses adversaires l'accusent en moquant le « manque de courage »

<sup>34</sup> *L'Émancipation*, 08/02/1930.

<sup>35</sup> Laurent Kestel, *La conversion politique*, p. 87-89, et Jean-Paul Brunet, *Doriot, op. cit.*, p. 86-101.

<sup>36</sup> *L'Émancipation*, 12/05/1928, 30/04/1932.

<sup>37</sup> *L'Émancipation*, 24/03/1928, 14/04/1928.

et la « lâcheté » de Barthélémy<sup>38</sup>. Au lendemain des élections, *L'Émancipation* se fera impitoyable contre son rival défait : « Pauvre type ! Le réveil est brutal, la poigne prolétarienne est dure. [...] Il paraît qu'il [Barthélémy] est lamentable à voir. Dimanche soir, réfugié derrière les persiennes de sa permanence, il pleurait<sup>39</sup>. » Autant que le journal permet de le montrer, il semble qu'en se délectant des larmes humiliées du vaincu, les rédacteurs de *L'Émancipation* se réjouissent d'une victoire qui s'est jouée, en bonne partie, sur l'*ethos* personnel et la « poigne » des candidats. En se présentant comme physiquement et moralement supérieur à un adversaire repeint en pleureur, Doriot emprunte peu à peu les habits du leader charismatique — une figure qui ne dépend plus du récit bolchevique pour affirmer son aura dominatrice aussi bien en politique que dans les rapports inter-masculins<sup>40</sup>.

L'intronisation de Doriot comme « chef » de Saint-Denis sera réalisée deux ans plus tard, lors des journées du 9 et du 12 février 1934. Après les affrontements du 6 février, qui ont opposé la police aux ligues de droite radicale sur la place de la Concorde, le PCF appelle à riposter par un grand rassemblement près de la gare de l'Est, le 9 février au soir. Toutefois, prévoyant des échauffourées, la majorité du Bureau politique décide d'annuler sa participation à la manifestation<sup>41</sup>. Le jour venu, seul Jacques Doriot (épaulé par le Dionysien Henri Barbé) représente l'état-major du parti au milieu des manifestants, pour la plupart venus de Saint-Denis et de Saint-Ouen. Même si, selon les rapports de police, Doriot ne s'attarde pas au milieu d'un pugilat qui voit la mort de quatre communistes et l'hospitalisation de neuf Dionysiens, sa seule présence étend considérablement son prestige physique<sup>42</sup>. Quelques jours plus tard, *L'Émancipation* dresse un tableau enthousiaste de son arrivée parmi les manifestants : « "C'est Doriot ! Vive Doriot !" entend-on de toutes parts. C'est lui, en effet, et l'espace de quelques instants, 1 500 travailleurs, dont la plupart de Saint-Denis, qui sont regroupés, contents, confiants, d'avoir avec eux un chef<sup>43</sup>. » Au mépris du parti, c'est désormais pour l'homme que les militants de Saint-Denis se groupent et se battent. À bien des égards, le 9 février 1934 apparaît donc comme l'envers symétrique du 12 octobre 1925 : « trempés » dans la lutte par et pour le PCF en 1925, les communistes dionysiens de 1934 sont désormais conscients de leurs qualités intrinsèques, lisibles à travers l'exceptionnalité mythique d'un « chef » dont le prestige fait de l'ombre à un parti décevant.

La rupture de Saint-Denis avec le PCF est enclenchée. Le 12 février 1934, Doriot et Barbé décident de se tenir à l'écart du grand rassemblement socialiste et communiste parisien, pour organiser une manifestation exclusivement dionysienne. Galvanisé par le nombre des ouvriers qui se pressent devant l'hôtel de ville (environ 10 000), Doriot se dresse alors contre la direction du parti et se prononce en faveur de l'unité d'action complète entre le PCF et la SFIO<sup>44</sup>. Cinq mois avant que Moscou ne décide d'abandonner la stratégie de « classe contre classe » pour envisager le rassemblement

<sup>38</sup> *L'Émancipation*, 30/04/1932.

<sup>39</sup> *L'Émancipation*, 04/05/1932.

<sup>40</sup> Pour saisir l'évolution charismatique de Doriot dans un contexte plus large, voir Yves Cohen, *Le Siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.

<sup>41</sup> Danielle Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France. 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 278-282.

<sup>42</sup> APP, Ba 1854, Manifestation du 9 février 1934.

<sup>43</sup> *L'Émancipation*, 13/02/1934.

<sup>44</sup> Jean-Paul Brunet, *Doriot, op. cit.*, p. 152-153.

antifasciste avec les organisations sociales-démocrates, la position de Doriot est en opposition frontale avec la ligne de l'Internationale communiste. Mis en minorité au sein du parti, il s'en remet alors à sa légitimité locale et démissionne de son poste de maire avant de demander de nouvelles élections. Plébiscité le 6 mai avec 75 % des voix, il refuse de se rendre à Moscou pour rendre compte de son indiscipline et est exclu le 27 juin. La majorité des militants dionysiens (700 sur 900) suit son « chef » hors du parti.

La « ressource virile » appropriée de longue main par Jacques Doriot et les ex-communistes dionysiens, dont *L'Émancipation* rappelle, dès le 30 juin 1934, « qu'ils sont des ouvriers révolutionnaires trempés dans les luttes prolétariennes », constitue alors l'un des principaux atouts défensifs grâce auxquels le « rayon majoritaire » de Saint-Denis va pouvoir garder la face contre les invectives de son ancien parti. Entre 1934 et 1935, le souvenir de la journée du 9 février occupe une place de choix dans le plaidoyer de ceux que le PCF appelle désormais des « renégats ». Rappelant la valeur des Dionysiens et de leur chef, « qui, eux, ont toujours su trouver leur place parmi les rangs des combattants », l'évocation des affrontements permet de révoquer les accusations communistes en pointant l'absence, ce jour-là, de « Thorez, professeur de léninisme, mais pas de courage » ou encore de Duclos qui « le 9 février au soir écoutait le compte-rendu de la manifestation, les pieds dans ses chaussons, aux côtés du feu et de l'appareil de TSF<sup>45</sup> ».

Toutefois, le mythe du 9 février n'a pas seulement un caractère défensif. Il permet, en outre, aux doriotistes de proposer une alternative radicale face à un PCF en voie de modération dans le cadre de la politique de rassemblement avec les socialistes et les radicaux. Ainsi, un article de mai 1936 dans *L'Émancipation* reproduit le « soliloque » d'un communiste « de la base », en passe d'être exclu du parti, et dont l'identité corporelle de militant, définie par une série de souvenirs glorieux, conduit ce dernier à se rapprocher des doriotistes. Dans l'article, le militant commence par s'inquiéter des conséquences que comporte l'exclusion du PCF, à commencer par la liste des quolibets dévirilisants qui l'accompagnent : « flic, barboteur, traître, et même pédéraste<sup>46</sup> ». Toutefois, le militant préfère encourir le risque du déshonneur de l'exclusion plutôt que de s'humilier à demeurer dans un parti qui a perdu son esprit combattant. « Maintenant on est copain avec tout le monde, on ne se tabasse plus avec personne », remarque le militant. « Ce qui n'est pas marrant, insiste-t-il, c'est qu'on hésite à s'avouer communiste tellement on se fait charrier, et sans pouvoir riposter ! » Face à la modération nouvelle de son parti, le militant évoque ses « souvenirs épatants » et les nombreuses « traces de coups de matraque » laissées sur son corps par quinze ans de lutte, depuis la « grande grève de 1920 jusqu'au 9 février ». « Maintenant, je ne recevrai plus de coups de matraque », se désole-t-il enfin, avant de conclure : « [la ligne] du parti est tellement brisée qu'elle en est retournée<sup>47</sup> ». Le corps du militant, témoin des luttes passées, devient donc un vecteur de sens : il justifie l'extériorité à un parti qui ne sait plus entraîner ses membres au combat et indique l'horizon d'une radicalité nouvelle, promesse d'un avenir corporel honorable à l'abri des quolibets et des humiliations. Un an et demi

<sup>45</sup> *L'Émancipation*, 09/02/1935, 25/05/1935.

<sup>46</sup> *L'Émancipation*, 02/05/1936. « Pédéraste » est un adjectif commun dans l'entre-deux-guerres pour décrire un « homosexuel », terme encore peu usité à l'époque. Voir Florence Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe : Berlin, Londres, Paris, 1919-1939*, Paris, Seuil, 2000, p. 1.

<sup>47</sup> *L'Émancipation*, *ibid.*

plus tard, lors d'un meeting du PPF à Bordeaux en septembre 1936, Doriot ne dira pas autre chose : « J'étais communiste quand il y avait des coups à recevoir, je ne suis plus communiste au moment où Jacques Duclos endosse la redingote<sup>48</sup>. »

Cette quête de radicalités nouvelles, associée au souci de préserver le prestige corporel acquis au PCF, peut expliquer, en partie du moins, le chemin accompli par le « rayon majoritaire » de Saint-Denis entre l'exclusion de Doriot le 27 juin 1934 et la fondation du PPF le 28 juin 1936. Alors que Doriot est d'abord tenté par un rapprochement avec l'aile gauche de la SFIO, dont les groupes d'autodéfense, dirigés par Marceau Pivert, ont tout pour séduire les hommes du 9 février, il voit ses plans contrés par l'opposition de Léon Blum, en novembre 1935<sup>49</sup>. Deux mois plus tard, cependant, une nouvelle opportunité s'ouvre avec la dissolution des ligues d'extrême droite qui se sont exprimées dans la rue le 6 février 1934. En effet, après s'être attiré les sympathies d'un certain nombre d'intellectuels dits « non-conformistes » comme Pierre Drieu La Rochelle ou Bertrand de Jouvenel, à la recherche depuis plusieurs années de débouchés politiques nouveaux, le prestige physique du « rayon majoritaire » et de son chef ne tarde pas à susciter l'intérêt de leurs adversaires de la veille, tels que les anciens Croix-de-Feu Claude Popelin, Yves Paringaux ou Pierre Pucheu<sup>50</sup>. Ces nouvelles recrues, souvent obsédées par la question de la virilité, prennent les commandes du nouveau journal national du doriotisme, *L'Émancipation nationale*. *L'Émancipation* dionysienne, quant à elle, reste dirigée par les cadres ouvriers, Henri Barbé et Marcel Marschall, vétérans de 1925 et de 1934. Ce regroupement hétéroclite donne sa couleur originale au PPF, qui, lors de son congrès fondateur des 27 et 28 juin 1936 à Saint-Denis, inaugure la rencontre des révolutionnaires « trempés » du « rayon majoritaire » avec les anciens ligueurs avides de radicalités nouvelles. Tous voient leur jeune parti comme le ferment d'un idéal national et social encore flou, mais où le désir de demeurer ou de devenir des hommes d'actions affleure dans le levé confus des poings et des bras.

Ainsi, la création du parti est rapidement suivie par plusieurs actes de fondation physiques, au cours desquels les anciens adversaires s'épaulent dans une lutte nouvelle face à leur ennemi commun : le PCF. Le 30 août 1936, lors d'un meeting de Doriot à Reims, une violente rixe éclate entre la « garde dionysienne » du PPF et la section communiste locale. *L'Émancipation nationale* n'hésite pas à célébrer ce premier combat et vitupère contre les communistes qui « fuient [et] vont s'embusquer sur la route » face aux « gars de Saint-Denis qui ont les poings durs et qui savent se battre aussi bien que les meneurs de Staline<sup>51</sup> ». Cet événement, suivi par des échauffourées encore plus violentes à Nice, le 27 octobre, permet enfin au PPF de donner une ampleur musclée à ses prétentions radicales et d'actualiser l'*ethos* combattant et dominateur de ses membres, qui se « re-trempent » pour la première fois depuis 1934.

Le « rendez-vous de Saint-Denis », selon les termes utilisés par Drieu La Rochelle pour décrire le 1<sup>er</sup> Congrès du PPF<sup>52</sup>, début novembre 1936, apparaît donc comme l'achèvement – éphémère – d'un même programme radical et viril : rassembler les hommes du pays inquiets de préserver l'auréole héroïque des journées du 6 et du

<sup>48</sup> *L'Émancipation nationale*, 12/09/1936.

<sup>49</sup> Laurent Kestel, *La conversion politique*, op. cit., p. 128-129.

<sup>50</sup> Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 1930*, Paris, PUF, 2002, p. 239-243.

<sup>51</sup> *L'Émancipation nationale*, 04/09/1936. Nous soulignons.

<sup>52</sup> *L'Émancipation nationale*, 11/11/1936.



9 février 1934 et prêts à se ranger derrière un chef dont la force est reconnue depuis le milieu des années 1920 pour prétendre constituer une élite masculine exemplaire, apte à prendre les rênes du pays. Le thème de l'union inter-masculine entre les hommes du 6 et du 9 février devient alors un leitmotiv utilisé par les rédacteurs de *L'Émancipation nationale*, à commencer par Bertrand de Jouvenel qui célèbre dans l'union de tous les bagarreurs de février 1934 le rassemblement de « ceux qui sont prédestinés à l'avant, tandis que ceux qui sont prédestinés à l'arrière bouclent leurs portes et ferment leurs volets<sup>53</sup> ». De même, Paul-Henri Teissier s'enthousiasme d'une rencontre entre un ancien communiste et un ancien maurrassien lors d'un discours de Doriot au Vel' d'Hiv' en 1938, lesquels se seraient « en maintes occasions heurtés, et durement heurtés » mais qui, déjà, par le passé, « rendaient [mutuellement] justice à leur droiture, à leur cran, car quoiqu'adversaires ils s'estimaient parce que virils<sup>54</sup> ».

Ce nouveau récit viriliste du PPF dionysien s'accompagne d'une valorisation des valeurs féminines traditionnelles en opposition à la féminité débridée attribuée aux militantes communistes. En janvier 1938, un vendeur de journal doriotiste est attaqué et blessé par trois communistes, dont une femme. Quelques jours plus tard, *L'Émancipation* réplique et dénonce la militante de vingt-huit ans comme « une fille soumise » à son mari communiste<sup>55</sup>. Feignant de dénoncer le comportement autoritaire du mari, le journal doriotiste dénie le statut de majeure à une femme dont le comportement violent a compromis les codes féminins traditionnels. De même, en juillet 1938, *L'Émancipation* s'emporte contre une militante PCF de 18 ans, morte à Saint-Germain-en-Laye à la suite de « manœuvres abortives » effectuées pour « avoir cru bon de "vivre sa vie" comme on dit chez les jeunes communistes<sup>56</sup> ». Contre la prétendue libéralité des mœurs communistes, le PPF dionysien monte dès 1937 une section féminine à destination des « jeunes filles modernes » dont la place doit être « la même que celle des temps passés », centrée sur la famille, tout en s'ouvrant aux exigences de la « vie nouvelle : le travail journalier, les sports<sup>57</sup>... ». Si elle adopte une certaine modernité, la féminité doriotiste réproche la transgression des barrières de genre, telle qu'elle est reprochée aux communistes. Tenues dans leur rôle privé, les femmes du PPF ne sauraient concurrencer le prestige physique dévolu aux hommes du parti.

La différence de ton qui distingue *L'Émancipation* communiste des années 1920 de *L'Émancipation* doriotiste de la fin des années 1930 est éclairante. Hormis quelques saillies significatives, la dimension proprement viriliste du discours et des pratiques communistes décrits par le journal dans les années 1920 ne se laisse pas aisément déchiffrée. Le plus souvent, elle est diluée par des oppositions sémantiques issues du vocabulaire militaire, telles que « trempé » contre « embusqué » ou « courageux » contre « fuyard » et « dégonflé ». De même, les distinctions de genre entre militant et

---

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *L'Émancipation*, 11/06/1938. Nous soulignons.

<sup>55</sup> *L'Émancipation*, 15/01/1938.

<sup>56</sup> *L'Émancipation*, 16/07/1938.

<sup>57</sup> *L'Émancipation*, 28/08/1937. Contrairement aux idées reçues des doriotistes, la vision des femmes au sein du PCF de la fin des années 1930 demeure conservatrice comme démontré par François Delpea et Jean-Gabriel Foucaud dans « Les communistes français et la sexualité (1932-1938) », *Le Mouvement social*, n° 91, 1975, p. 121-152.



militante sont peu explicitées par un organe dont la forme demeure universaliste. Il faut donc recourir à des sources complémentaires pour vérifier que la population militante décrite par le journal est bien, pour l'essentiel, une population masculine et que les requêtes de renforcement physique qui lui sont envoyées par le parti peuvent être effectivement analysées sur le mode d'une exigence de distinction virile, opposant la capacité dominante du militant mâle, à celle de ses adversaires politiques, également masculins.

C'est en ce sens que l'on pourrait se risquer à parler d'une « politique de virilisation » dans le cas du communisme dionysien des années 1920. Bien que des études complémentaires soient nécessaires pour vérifier la validité de ce concept, il semble, en effet, que le processus de bolchevisation à Saint-Denis s'accompagne d'un souci de distinction virile, par laquelle la domination physique et morale du militant sur ses adversaires doit illustrer la supériorité politique du parti dans le camp révolutionnaire. Autrement dit, le processus de virilisation apparaît comme l'un des moyens de la lutte révolutionnaire. Cependant, ce processus ne devient en aucun cas une fin en soi. La supériorité morale et physique du militant « trempé » n'est honorée qu'à la condition qu'il se dévoue aux objectifs révolutionnaires de l'organisation. L'honneur masculin du militant est conditionné à une action politique plus vaste. Si cette dernière cesse (par l'exclusion), le déshonneur l'accompagne.

À l'inverse, lorsque l'on se penche sur *L'Émancipation* dans sa déclinaison doriotiste, le constat varie. D'une part, les distinctions de genre entre militant et militante s'éclaircissent, et, d'autre part, un vocabulaire ouvertement viriliste émerge, au point que l'expérience passée des militants est parfois relue au seul prisme du masculin. Si cette rupture avec le passé communiste peut s'expliquer, en partie, par l'influence de personnalités telles que Drieu La Rochelle ou Bertrand de Jouvenel, il semblerait, par ailleurs, qu'elle exprime une différence plus fondamentale entre les identités politico-générées du PPF et du PCF dionysiens.

En effet, dans le cas du PPF, la conservation du prestige masculin et militant acquis dans les années 1920 et son actualisation par l'union des hommes du 6 et du 9 février 1934, devient l'une des raisons d'être du parti et un vecteur de sens pour ses membres. Face aux invectives employées par les communistes pour déshonorer les nouveaux exclus, le souci de préserver la ressource virile acquise au cours des années militantes — et personnifiée par la figure de Jacques Doriot — paraît à la fois plus pressant et plus conscient. Ce qui n'était qu'un moyen implicite de la lutte révolutionnaire se met en mot et devient un motif de la continuation du militantisme — une fin à poursuivre. En d'autres termes, la lecture de *L'Émancipation* pousse à formuler l'hypothèse que le doriotisme dionysien offre un cas original de « virilisation de la politique » : une configuration où ce n'est plus l'objectif révolutionnaire qui force à la virilisation, mais où, au contraire, l'impératif de virilisation lui-même, renforcé par la crainte du déclasserment dans les rapports de genre après l'exclusion du parti, force les militants exclus à trouver de nouveaux débouchés politiques. Alors que les communistes des années 1920 se virilisaient dans la lutte au service de la destinée révolutionnaire du parti, les doriotistes des années 1930, semble-t-il, se maintiennent en politique au service de leur idéal viril.